

RÉGIONS

Souss Massa: Une région qui peine à décoller

• Pêche, agriculture, export, tourisme... les secteurs phares en récession

• Les Etats-Unis et la Russie, des relais de croissance

QUE faudrait-il au Souss, alors que tous les fondamentaux existent, pour faire redécoller sa dynamique économique? En effet, quoique la région dispose de potentialités naturelles, de ressources et de capital humain, elle n'arrive pas à décoller. La conjoncture serait-elle la seule pointée du doigt? Il est vrai qu'aujourd'hui, les secteurs phares passent par une phase difficile. Le secteur de la pêche connaît un appauvrissement de la richesse halieutique qui a migré vers le sud et le principal marché de la région Souss Massa, qui est le marché européen, est impacté par les difficultés que traversent les accords bilatéraux entre le Royaume et l'UE. La menace à l'export

sur les produits agricoles marocains est une réalité dans ce contexte, et la région Souss Massa se trouve en première ligne. «Dans le cas de nos exportations, les relais de croissance seraient à chercher au niveau des Etats-Unis et de la Russie, mais le défi logistique au niveau de ces pays est élevé, et c'est pourquoi nos producteurs et industriels devraient s'atteler à neutraliser ces barrières», explique Yassine Rhanmouni, député à la Chambre des conseillers. «Ils doivent s'adapter à des contraintes de langue, de normes à l'entrée de ces pays et de normes d'exportation, de logistique et transport», a-t-il ajouté. Quant au secteur touristique, ce dernier bat de l'aile dans la première destination balnéaire du pays et n'arrive pas à sortir la tête hors de l'eau. Les statistiques délivrées chaque mois montrent un net recul en arrivées et en nuitées sur les marchés traditionnels. Une des solutions préconisées aujourd'hui est de séduire de nouveaux marchés dont les pays de l'Est mais l'infrastructure de notre station n'est pas en mesure d'accueillir dans les normes ces nouveaux arrivages espérés.



A l'instar des autres secteurs phares de la région, la pêche connaît un appauvrissement de la richesse halieutique qui a migré vers le sud. De plus, le marché européen, principal marché de la région, est impacté par les difficultés que traversent les accords bilatéraux entre le Royaume et l'UE (Ph. L'Economiste)

Malgré une capacité litière affichée de près de 30.000 lits, ce qui reste très bas pour une station balnéaire qui veut s'imposer, le niveau de qualité ne suit pas. Beaucoup d'hôtels sont délabrés, voire fermés. Le plan Azur, notamment avec Taghazout Bay qui est en train de se construire, ne répond pas tout de suite aux besoins du secteur. «Les solutions immédiates s'articulent en partie autour de toutes les unités hôtelières petites et moyennes qu'il faudrait revaloriser et améliorer, y compris pour redonner vie à la station balnéaire qui fait grise mine avec des établissements fermés en plein centre-ville et dans le secteur balnéaire», insiste Rhanmouni. La ville d'Agadir, pour ne parler que d'elle, manque d'animations de qualité pour satisfaire les touristes comme les résidents. Sur ce plan, il est d'ailleurs à noter qu'une ville ne peut prétendre réussir

à séduire un touriste quand elle ne séduit pas ses propres résidents. Un travail de fond est à faire et le résultat n'est pas à inscrire dans l'urgence. Ce secteur a aussi besoin d'une vraie volonté du gouvernement en mesure de lever les fonds nécessaires et venir à la rescousse d'une station historique comme celle d'Agadir, signale le député. Au sein de la Chambre des conseillers, le groupe CGEM a d'ailleurs manifesté son mécontentement devant les budgets insignifiants alloués au tourisme dans la loi de Finances 2016. □

De notre correspondante,
Fatihha Nakhli



Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Souss Massa: Une région qui peine à décoller

• Une instance régulatrice qui regrouperait toutes les expertises en faveur des PME à travers le pays

• Dans le Souss, un guichet unique pour la croissance de l'entreprise, une question de survie

- L'Economiste: Malgré tous ses atouts, la région Souss Massa n'arrive pas à décoller...

- Yassine Rhanmouni: Je pense que la stratégie posée au niveau de la région a atteint ses limites. Nous restons dans les grands axes. A savoir, le tourisme vert, golfique, les niches touristiques comme le surf, la pêche, etc. Or, aujourd'hui, la région a besoin d'être propulsée économiquement, c'est une question de survie, car on ne peut plus aller plus loin dans la crise. Il faut donc prendre des décisions audacieuses. En tant que conseiller parlementaire élu au sein de la Confédération générale des entreprises du Maroc pour défendre les entreprises du Sud, mon rôle est de participer à cette accélération de



«L'enjeu est de concentrer les outils dédiés à la TPE/PME et de les faire converger vers une stratégie économique commune et ce, par la mise en place d'une institution légitime qui fonctionnerait en tant que mentor», suggère Yassine Rhanmouni, député à la Chambre des conseillers, groupe CGEM

(Ph. YR)

une dizaine de milliers d'entreprises. Si chacune d'elle est encouragée à créer 2 à 3 postes, nous en serons à 20.000 emplois générés. Le relais pour le développement et l'emploi reste l'entreprise qui a besoin de financement, de formation, d'accompagnement. Et elle a surtout besoin que son statut d'acteur économique incontournable soit reconnu. C'est pourquoi

juridiques, financières, fiscales... Elle devrait être le recours unique et privilégié de l'entreprise dans ses difficultés avec son environnement. Une telle agence qui regrouperait toutes les expertises en faveur

de la PME et de la TPE serait en mesure d'évaluer et de pointer du doigt tous les goulots d'étranglement qui entravent le fonctionnement et l'efficacité de l'entreprise dans son marché. Et qui l'empêcherait de jouer son rôle de créateur de richesses. En cela, son intervention serait saine et régulatrice, voire protectrice.

- C'est un projet ambitieux...

- Bien sûr, ceci ne se fera pas du jour au lendemain, ni d'un coup de baguette magique, il se fera suite à une vraie volonté politique portée par le gouvernement, émanant d'une prise de conscience du statut et du rôle économique de la PME. C'est ainsi que la donne changera. Il faudra œuvrer, tous ensemble dans notre région et avec notre intelligence collective, à porter cette idée aux plus hautes instances nationales afin de l'étudier et voir comment la traduire en actions sur le terrain. C'est un projet qui nous tient à cœur dans notre groupe parlementaire à la CGEM. □

Propos recueillis par Fatiha NAKHLI

Portrait

YASSINE Rhanmouni est député à la Chambre des conseillers, groupe CGEM. Ex-président à la CGEM Souss-Massa Drâa, il a œuvré durant 3 ans avec l'ensemble des partenaires à la promotion de la région au niveau des Iles Canaries, de l'Afrique et de l'Europe. En tant que conseiller parlementaire représentant des entreprises du Sud, le challenge aujourd'hui pour cet homme d'affaires est de travailler à l'accompagnement de la région dans ses défis décisionnels inscrits dans la régionalisation avancée. Le développement de la PME et la TPE est une de ses priorités absolues. □

l'essor régional. En amont, nous devons tirer la sonnette d'alarme et veiller à ce que les lois fonctionnent. Sachant que nous avons une veille législative qui se fait au niveau de la deuxième Chambre et qui permet de voir si cette législation économique est en adéquation avec les besoins et les spécificités de la région.

- Dans le domaine de l'entrepreneuriat, quelles décisions changeraient la donne?

- Il s'agit d'abord de revoir notre stratégie de développement de la PME. En fait, les efforts sont dispersés et les interlocuteurs multiples. L'enjeu est de concentrer les outils dédiés à la TPE/PME et de les faire converger vers une stratégie économique commune et ce, par la mise en place d'une institution légitime qui fonctionnerait en tant que mentor pour accompagner les PME/TPE, les aider à décrocher les marchés publics et à générer des emplois. Le tissu économique régional est composé à 96% de PME/TPE, soit

nous devons nous inspirer de l'expérience américaine appelée le «Small Business Act», où une agence fédérale a été mise en place depuis 1953 pour accompagner la croissance et regrouper l'ensemble des outils économiques nécessaires à l'épanouissement de l'entreprise. C'est de cela que nous avons besoin aujourd'hui, d'un engagement et d'une stratégie pour soutenir les petites et moyennes entreprises qui sont le moteur de l'économie et le symbole de la réussite.

- Comment fonctionnerait cette nouvelle structure inspirée de l'expérience américaine?

- Cette instance régulatrice sera à l'écoute des doléances des entreprises et les accompagnera sur le volet technique. Via cette structure, l'action des pouvoirs publics agira en faveur de la petite et moyenne entreprise en tant qu'élément dynamisant de l'économie. Cette agence accompagnera les entreprises dans leurs difficultés quotidiennes, administratives,